

“

editorial

LE DOUBLE BASCULEMENT

Denis Godard

I faut regarder les multiples vidéos du mouvement de cet automne 2010, celles des manifs à Avignon, Marseille, Bordeaux, Toulouse ou celle du meeting interprofessionnel organisé par le journal Fakir à Amiens¹, la série à épisodes des mutins de Prangée sur la grève à la raffinerie de Grandpuits².

Au-delà des chiffres, elles donnent à voir le double basculement de cet automne.

Le premier basculement est celui qui a eu lieu au sein du mouvement dans les premières semaines d'octobre ponctué par les deux journées nationales du 12 et du 19 octobre. Les équipes syndicales qui étaient parties au combat « pour l'honneur » ont cristallisé une colère beaucoup plus générale suscitant un mouvement de masse qui s'est mis à rêver de victoire.

Le second basculement est le produit du premier. Ce qui s'est manifesté de manière éclatante en cet automne c'est la classe ouvrière, sa réalité au XXI^e siècle, son pouvoir potentiel et sa capacité à entraîner et organiser l'ensemble des couches de la société contre une minorité de riches. Eboueurs, cantinières, employés des raffineries, cheminots et caissières de Monoprix ont entraîné d'autres travailleurs, salariés comme chômeurs rejoints par les lycéen-ne-s. « Je lutte de classes » fut le premier auto-collant star de ce mouvement. La solidarité de classe s'est exprimée au travers de collectes massives d'argent pour les piquets de grève comme pour les syndicats. Dans la mouvance autonome certain-e-s sont passés de la lecture de *L'insurrection qui vient*, qui analyse le travail dans le capitalisme contemporain uniquement comme vecteur de domination, à la participation aux assemblées interprofessionnelles et à la reconnaissance de la grève comme outil central de la lutte contre le capitalisme³.



Bref c'est le sujet de l'émancipation au XXI^e siècle, objet de débats dans la pensée critique⁴, qui s'est révélé.

Et ce second basculement est un revers majeur pour le sarkozysme dont un des éléments fondamentaux, du détournement des classiques du mouvement ouvrier à l'effacement de Mai 68 en passant par la proclamation d'invisibilité de la grève, était de tirer (enfin) un trait sur les capacités de résistance en France et sur la notion même de lutte de classes.

Défaite ou victoire : la mauvaise équation

Dans ces conditions la problématique défaite ou victoire est non seulement erronée, elle nous entraîne dans une mauvaise voie. Les épiciers de la révolution mesurent les avancées et reculs de la lutte de classe comme on sépare les tomates fraîches et les tomates pourries. Ils rêvent d'une classe magiquement organisée, sans doute sous leur direction « naturelle ». A l'arrivée leur unité de mesure principale de la lutte de classe, ce sont les résultats électoraux. Dans cette opération d'additions et de soustractions le mouvement n'est jamais assez mûr et tout s'explique par la trahison des directions syndicales et/ou politiques.

Ils oublient qu'un mouvement commence toujours de manière « prématurée » pour une raison simple. C'est dans le mouvement de lutte

que la classe passe d'une existence potentielle à une réalité, qu'elle prend conscience d'elle-même, de ses forces comme de ses faiblesses, qu'elle teste, forge et parfois change ses dirigeant-e-s⁵. Les tomates pourries ne sont de la marchandise perdue que pour l'épicier. Quand un flic les prend sur la tête il réalise qu'il n'en va pas de même pour la lutte.

Un des moteurs du basculement de cet automne a été la révolte générale contre un système qui déraile ouvertement avec la crise. Les affaires, et en premier lieu l'affaire Bettencourt, ont mis en lumière la cupidité des riches et leur arrogance. En décidant de ne pas reculer d'un pouce, en méprisant même les directions syndicales, Sarkozy n'a pas seulement obligé celles-ci à appeler à l'action. Après tout leur infliger une défaite humiliante pouvait faire partie de ses calculs. Mais il a transformé le conflit portant sur les retraites en un conflit politique entre l'État et la société civile. Et cela sur une base de classe. Police, justice et médias dominants ont été mobilisés contre le mouvement montrant ouvertement leur caractère de classe.

Si le mouvement n'était pas mûr pour un conflit à cette hauteur, il sait désormais mieux à quoi il est confronté pour espérer gagner. Notre classe ne s'est pas seulement rendue visible elle a aussi rendu plus visible l'ennemi. Alors que le sarkozysme selon la formule du socio-



1 Éditorial

par Denis Godard

■ Crise

8 Quelle politique contre l'austérité ?

par Christakis Gerogiou

13 Le Mai rampant italien

par John-Samuel McKay

■ Racisme

18 Racisme et lutte des classes

par Ambre Bragard

26 Lutter contre l'islamophobie et contre les intégrismes

par Catherine Samary

32 Entretien avec Saïd Bouamama

par Marie Sonnette et Marie Perrin

logue Saïd Bouamama visait à « *diviser ce qui doit être réuni et unir ce qui doit être divisé* », le mouvement de cet automne a posé les bases pour faire l'opposé. La contre-offensive a commencé.

Ça continue : guérilla sociale et politique

Qui peut nier qu'après que le mouvement a engagé la bataille sur le terrain global, il a dû refluer devant le niveau de l'engagement requis? Plus que jamais il nous faut collecter les échos de tous les secteurs. Mais les premiers témoignages⁶ semblent indiquer que les troupes motrices de la bataille, les équipes syndicales qui sont parties en grève reconductible ont repris le boulot renforcées et déterminées à mener la bataille. Comme le dit Annick Coupé, dirigeante du syndicat Solidaires : « *Tant d'initiatives ont fleuri que cela devrait maintenir la mobilisation à un niveau élevé dans la durée* ». L'association *Entreprise et personnel* qui regroupe les directeurs des ressources humaines des entreprises du CAC 40 prévoit « un climat social pesant ». On ne réveille pas impunément un colosse.

Après avoir repris deux jours les cantinières de Marseille ont remis le couvert. Le 10 novembre la grève de Pôle emploi

contre les suppressions de postes a suscité une mobilisation inédite. C'est notamment la question des retraites qui va nourrir le conflit ne serait-ce qu'à cause des questions non réglées, en particulier concernant la pénibilité, qu'il va falloir aborder dans les entreprises et les branches. Les éboueurs de Paris ont continué la lutte et obtenu des avancées sur ce terrain. La CGT des ports de Marseille n'a appelé à la reprise que parce qu'une négociation spécifique s'ouvrait sur cette question.

Philippe Corcuff, qui a employé l'expression de guérilla sociale et politique, fait l'analogie avec ce qui a été appelé le « Mai rampant » italien période de conflictualité élevée sur une multitude de terrains occupant quasiment toute la décennie des années 1970.⁷

Pour gagner : arrêter de raisonner sur le terrain de l'ennemi

Le capitalisme brûle désormais par ses deux bouts. Course aux profits et concurrence entre capitaux ne sont plus que des facteurs de crise pour les capitaux eux-mêmes. À l'autre bout la guerre de classe est ouverte : le spectre dont parlait Marx en ouverture du Manifeste se défait de ses habits de fantôme⁸.

Ce que la situation rendait nécessaire,



■ Fascisme

- 41 Le FN est-il un parti fasciste ?
par Maxime Fourmage

■ Dialectique

- 47 Qu'est-ce que la dialectique ?
par Sylvestre Jaffard

Revue de militant(e)s du NPA
(Cf. le texte d'objectifs page 51)

Mise en page :
Goulven Schaal et Ambre Bragard

Pour nous contacter :
06.12.61.57.90
revuequefaire@gmail.com

www.quefaire.lautre.net

l'automne 2010 vient de le rendre possible. Pour que le mouvement progresse, il faut désormais arrêter de raisonner sur le terrain de l'ennemi (de classe). Arrêter de raisonner sur la base de ce qui est présenté comme l'intérêt général et qui n'est l'intérêt que des riches. Arrêter de raisonner dans les termes de ce qui est acceptable pour le capitalisme, de ce qui est compatible avec les exigences de l'économie de marché, la compétitivité des entreprises et de l'économie nationale. Arrêter de raisonner aussi sur des valeurs (qu'elles soient nationales, républicaines) présentées comme universelles et qui ne légitiment que la domination de classe.

Dans le numéro de novembre du Monde Diplomatique, Slavoj Zizek explique ainsi : « *L'utopie du mouvement social ne consiste plus à changer le système, mais à se convaincre que celui-ci peut s'accommoder du maintien de l'État-providence. Cette position défensive appelle une objection difficile à réfuter : si nous demeurons dans les clous du système capitaliste mondialisé, nous n'avons pas d'autre option que d'accepter les sacrifices imposés aux travailleurs, aux étudiants et aux retraités.* »

Nos bases d'analyse, comme d'arguments et de lutte doivent être nos besoins (garantir nos droits au logement, à la santé,

à l'éducation, à la retraite, à ne pas mourir au boulot, à un revenu décent, à un avenir...), nos luttes, nos organisations et notre pouvoir pour les imposer.

Nos faiblesses sont notre force : élargir nos bases

Le mouvement de cet automne a mis sans doute plus de 4 millions de jeunes et de travailleurs dans la rue à un moment ou un autre de la mobilisation. Il a été soutenu par des millions d'autres (l'hebdomadaire Marianne estime qu'il a été soutenu par 90% des salarié-e-s). Le Monde explique qu'un jeune sur deux entre 18 et 25 ans a déjà manifesté. Mais le niveau d'engagement a été très hétérogène entre soutien passif et soutien actif, participation aux manifestations, aux journées de grèves jusqu'à l'implication dans les grèves reconductibles, dans les blocages.

Le noyau qui a joué le rôle d'entraînement et le facteur décisif dans le rapport de force est consistant et s'est développé dans le mouvement. En témoigne le million de manifestant-e-s qui ont défilé le samedi 6 novembre alors que les secteurs décisifs avaient repris le boulot, que la loi était votée et que les directions syndicales avaient sifflé la fin de la partie.

Mais les réserves sont considérables qu'il

faut faire passer du soutien passif au soutien actif et du soutien actif à l'implication dans les luttes.

Le rôle moteur joué dans ce mouvement par les équipes syndicales déjà constituées amène à une conclusion évidente. Il faut oeuvrer à élargir l'implantation syndicale. Le mouvement a déjà donné une impulsion dans ce sens. La CGT annonce 8500 nouvelles adhésions depuis septembre.

Mais ce développement de l'organisation ne peut être mécanique. L'adhésion au syndicat ne garantit rien en soi, elle peut être passive si ne progressent pas aussi les formes de lutte et d'organisation adaptées à la réalité de l'organisation du travail.

Une nouvelle composition de classe à étudier

L'hétérogénéité de l'implication dans le mouvement de cet automne doit nous pousser à mieux étudier ce qu'est la réalité de notre classe aujourd'hui. Car le capitalisme n'est pas un système figé. L'exploitation de la force de travail ne fait pas que construire notre classe, elle la divise et la fragmente en permanence selon des modalités toujours renouvelées tandis que l'évolution des moyens de production modifie aussi l'organisation du travail. L'évolution de ce que l'opéraïsme en

Ce qui s'est manifesté de manière éclatante en cet automne c'est la classe ouvrière, sa réalité au XXI^e siècle, son pouvoir potentiel



Italie avait appelé la composition de classe doit entraîner aussi des modifications dans le type de revendications, de formes de lutte et d'organisation⁹.

Dans sa dernière phase le capitalisme a réussi à combiner la concentration du capital avec la fragmentation des unités de production. Prenons l'exemple de L'Oréal mis sous les feux de l'actualité avec l'affaire Bettencourt. En termes de concentration du capital L'Oréal truste 53% des parts du marché

mondial des cosmétiques. Mais L'Oréal c'est aussi une « galaxie » de 37 marques différentes. Toutes les entreprises (regardez l'automobile) ont multiplié les cascades de sous-traitants segmentant d'autant les collectifs de travail. A cela il faut ajouter la flexibilité qui entrave l'unité de ces collectifs à l'intérieur d'une même unité de production.

Les processus de privatisation des services publics entraînent les mêmes effets. Le mouvement de cet automne a ainsi révélé la segmentation du secteur du nettoyage avec une mise en concurrence dans une même ville voire dans un même arrondissement (comme à Paris) de travailleurs fonctionnaires territoriaux et de travailleurs du privé (Véolia). Mise en concurrence que le maire de Paris Delanoé a utilisé contre les grévistes.

Les processus de privatisation commencent par l'autonomisation locale des unités multipliant ainsi les statuts et les différences de condition comme à la Poste, dans l'éducation ou dans les Hôpitaux.

À cela s'ajoute l'individualisation des statuts à l'intérieur de chaque entreprise et de chaque unité de production. À la RATP, où l'échec de la grève a pesé sur tout le mouvement dans la région parisienne, outre la multiplication des contrats précaires, le système d'avancement se fait de moins en moins à ancienneté et de plus en plus selon un système de notation individuelle par la hiérarchie.

Alors que 78% des salariés sont encore en contrats à durée indéterminée (CDI), la précarité exerce une pression sur toute notre classe et affecte de manière plus importante certaines couches de la population.

Blocages : la solution magique ?

Le blocus de l'économie comme arme de lutte contre le capitalisme est devenu, avec ce mouvement, une évidence. C'est une avancée manifeste. Notamment parce que ce blocus était centré sur la grève de la production (au sens large).

Aux grèves ce sont ajoutées des opérations de blocage souvent conçues comme appui à la grève (aéroports, gares, routes ou déchetteries...). Ces opérations ont des vertus évidentes. Elles permettent de donner une visibilité et de renforcer l'impact de la

grève de certains secteurs. Elles permettent aussi une implication directe dans la lutte et le lien avec des grévistes de couches de la population pour qui la grève est impossible ou difficile, chômeurs et précaires.

Le blocage du lieu de travail par des piquets de grève peut aussi être une des réponses à la

La guerre de classe est ouverte : le spectre dont parlait Marx en ouverture du Manifeste se défait de ses habits de fantôme

fragmentation des statuts sur une même unité de travail. Il donne la possibilité d'organiser des assemblées regroupant tous et toutes les travailleurs. De même le blocage « géographique » peut unifier des travailleurs de différentes unités de production sur un site ou un quartier.

Mais le blocage peut aussi être théorisé comme un substitut à la grève selon une théorie qui fait des flux de marchandises (et des informations) le cœur du capitalisme contemporain en lieu et place de leur production.

Cette théorie, outre qu'elle doit être contestée sur le fond, a des conséquences stratégiques négatives. La grève n'est pas seulement un outil de blocage de l'économie. Elle fait partie d'un répertoire d'actions de la classe ouvrière qui met celle-ci en position de porter un projet de société totalement différent du capitalisme. Car la grève, en interrompant la production, révèle que ce sont les travailleurs, qui produisent tout ce qui permet à la société de fonctionner y compris les services. La coordination collective de la grève, nécessaire à son efficacité, est le reflet de la socialisation de la production. La grève ouvre donc l'idée, soit-elle embryonnaire, partielle et potentielle, d'un autre type de « gestion » de la production, collectif et par les producteurs eux/elles-mêmes en fonction d'autres objectifs que la concurrence et le profit.

À la fragmentation des collectifs de travail, une des réponses à développer est sans doute la territorialisation des formes de lutte et d'organisation : revitaliser les unions locales des syndicats, développer des syndicats de site, des assemblées de lutte de quartiers...

Une autre réponse est aussi le développement des revendications de contrôle, des comptes (qui font apparaître les liens entre filiales) comme de l'organisation du travail.

Auto-organisation et contrôle : un enjeu à plusieurs niveaux

L'auto-organisation des luttes et, en premier lieu, des collectifs de travail est un des impératifs nécessaires pour développer l'autonomie du mouvement vis-à-vis de directions syndicales qui peuvent parfois initier les luttes mais refuseront de laisser

1. http://www.dailymotion.com/video/xfewt8_meeting-interprofessionnel-organise-par-fakir-le-25-10-2010_news

2. www.lesmutins.org

3. Voir notamment le contenu des deux premiers numéros de *Jusqu'ici* par ailleurs remarquable travail, quelques soient les avis qu'on peut avoir par ailleurs sur les analyses qui les sous-tendent, pour collecter des expériences dans le mouvement dans toute la France : <http://jusquici.toile-libre.org>

4. Voir la dernière partie du livre de Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche*, Éditions La Découverte, Paris 2010.

5. C'est le temps pour lire, relire le livre de Rosa Luxemburg (texte disponible sur le site www.marxists.org) Grève de masse, parti et syndicat. Lire aussi un article paru dans *Que faire* essayant d'appliquer cette lecture aux luttes en France : 1995-2007, les luttes en France – nous n'en sommes qu'aux balbutiements.

6. Témoignages personnels à propos des grévistes de Grandpuits, de cheminots parisiens et de territoriaux.

7. Voir l'article sur l'Italie dans ce numéro et l'article sur l'opéraïsme dans le numéro précédent : <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-no04-aout-septembre-2010/article/l-operaisme-italien>.

8. Dans l'édition du numéro précédent de *Quefaire* paru pendant l'été, l'éditorial de Vanina Giudicelli, qui parlait du premier «bout», la crise, s'intitulait : «La guerre de classe qui vient...» : <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-no04-aout-septembre-2010/article/la-guerre-de-classe-qui-est-venue>

9. L'émergence du travail à la chaîne au sein d'énormes unités de production (dont l'exemple était l'industrie automobile et les usines Fiat) et de ce que les opéraïstes appelaient l'ouvrier-masse, devait aboutir à des revendications (concernant par exemple l'égalisation des statuts et des salaires), des formes de lutte (les grèves tournantes qui paralysaient l'ensemble de la production au moindre coût pour les ouvriers, le ralentissement des cadences, les défilés internes à l'usine déclenchés à partir d'un atelier) et des formes d'organisation (les comités de base, les délégués d'atelier, les conseils d'usine, les assemblées...) appropriées à la nouvelle organisation de la production.

le mouvement mettre en péril leur rôle privilégié de négociateurs avec l'État et le patronat. Il est à noter d'ailleurs que si les directions syndicales ont mis en avant l'unité intersyndicale au niveau des directions, elles feront tout ce qui est possible pour l'entraver à la base. En témoigne l'organisation des cortèges par syndicats plutôt que par lieux de travail ou par secteurs dans les manifestations. Il est donc nécessaire de lutter pour le développement d'un courant de base dans les syndicats qui combine la combativité avec la recherche d'unité syndicale à la base et les liens interprofessionnels.

Mais il y a d'autres enjeux dans l'auto-organisation c'est-à-dire la recherche permanente d'implication la plus large et la plus active dans l'action et dans les décisions.

Seule une telle implication permet à la lutte de progresser et de s'élargir, donc d'être plus efficace. Une telle implication, qui signifie aussi l'organisation, dans la lutte, des couches non syndiquées, est l'antidote au conservatisme inhérent aux organisations permanentes. La pulsation réelle du mouvement, la sensibilité directe de son organisation aux évolutions dans la conscience, ne peuvent être apportées que par l'intégration des différentes couches de travailleurs à l'animation de la lutte.

Enfin l'auto-organisation, couplée aux

revendications de contrôle sur les décisions prises, est aussi un enjeu pour développer des embryons d'institutions alternatives aux institutions de l'État capitaliste : assemblées de quartier unissant les travailleurs des services publics avec les travailleurs « usagers », comités par lieu de travail exigeant le contrôle sur les comptes et sur l'organisation du travail...

Car il s'agit aussi de commencer à construire les bases d'un autre pouvoir, de notre pouvoir.

L'obstacle du légalisme

L'introduction du service minimum ou l'élargissement légal des réquisitions sont apparus dans ce mouvement pour ce qu'ils sont : des outils pour briser la grève. Il est évident que ces nouveaux obstacles ne pourront être renversés en dehors de la construction d'un rapport de forces suffisant.

Mais il y a aussi un obstacle idéologique, illustré par l'influence du légalisme et du pacifisme dans le mouvement et par la capacité du gouvernement de jouer sur la condamnation des casseurs. D'où l'importance de mener aussi une lutte idéologique contre le légalisme.

Comme l'écrit Slavoj Žižek, « *Du point de vue des opprimés, l'existence même de l'État, en tant qu'appareil de la classe*

Les réserves sont considérables qu'il faut faire passer du soutien passif au soutien actif et du soutien actif à l'implication dans les luttes





dominante, constitue un acte de violence. Le credo selon lequel la violence n'est jamais légitime, mais parfois nécessaire, apparaît largement insuffisant. Dans une perspective radicale et émancipatrice, les termes du postulat devraient s'inverser : la violence des opprimés est toujours légitime - puisque leur statut même résulte d'une violence - mais jamais nécessaire : le choix de recourir ou non à la force contre l'ennemi relève strictement d'une considération stratégique. »

Quelles voies pour le NPA ?

Les éléments avancés dans ce texte sont des pistes pour élaborer une stratégie qui devrait être défendue par le NPA. Car plus que tout événement, le mouvement de cet automne a montré la validité du projet porté par le NPA : être un outil pour permettre la reconstruction du mouvement ouvrier et défendre un projet socialiste pour le XXI^e siècle.

De ce point de vue le NPA a commencé à rompre avec les défauts d'un propagandisme abstrait basé sur l'incantation à la grève générale et la seule critique des directions syndicales. Il a cherché à défendre, à chaque étape du mouvement, une stratégie de construction d'un rapport de forces : défendant au début du mouvement la nécessité de poser la grève comme outil central, puis la reconductibilité comme phase d'implantation du mouvement puis l'élargissement géographique de la grève à partir de ses points forts.

Au travers des affiches (*Dehors ! puis Racisme d'État et Désarmons la police*) il a posé la question d'un affrontement politique avec le pouvoir.

Ce faisant le NPA a aussi mis en évidence les faiblesses à dépasser notamment son manque de centralisation politique comme organisationnelle. Le journal a bien reflété ces faiblesses : trop peu d'échos des expériences, d'informations sur les questions soulevées au sein du mouvement et d'orientations unifiant l'action de tous et toutes les camarades.

Faire du NPA un outil de combat politique pour le mouvement, l'ouvrir de manière

résolue et volontariste à ceux et celles qui se sont radicalisé-e-s dans ce mouvement et notamment aux équipes syndicales combattives devrait désormais être l'enjeu du processus de congrès.

Pour cela un des enseignements de ce mouvement doit être retenu. La priorité doit être donnée aux revendications et aux formes d'organisation de notre classe qui l'armement pour les confrontations avec le patronat et l'État. Ces revendications et formes d'organisation doivent être pensées aussi en termes de contre-pouvoirs, comme formes offensives d'embryons d'alternative aux institutions du capitalisme.

Disons-le directement, l'expérience de ce mouvement a divisé stratégiquement la gauche entre notre orientation (celle qu'il faut développer et améliorer) qui défend que l'alternative politique doit émerger au sein du mouvement lui-même et celle défendue, sous des formes différentes, par la direction du PS et Mélenchon, selon laquelle la solution politique se fait parallèlement au mouvement au sein des institutions existantes.

Parce que nous n'insultons pas l'avenir et parce que le mouvement de cet automne n'a pas créé, comme par magie, une conscience révolutionnaire voire même anticapitaliste dominante au sein de notre classe, nous nous gardons d'en conclure les tactiques qu'il faudra développer lors de prochaines échéances électorales.

Par contre cela signifie que, moins que jamais, l'enjeu actuel de nos débats doit porter sur les futures élections. Toute notre énergie doit être concentrée sur les réponses à donner aux questions soulevées par le mouvement, à son renforcement dans les confrontations à venir et au regroupement de ses éléments les plus déterminés dans une organisation anticapitaliste de combat.

Participez



Contributions :

Le prochain numéro de la revue sortira en Janvier 2011.

- Pour soumettre des articles ou réagir à ceux publiés
- Pour être tenu informé des réunions et débats organisés autour de la revue *Que faire ?*

Contactez-nous :
revuequefaire@gmail.com
 06.12.61.57.90

Abonnement :

Pour s'abonner aux trois prochains numéros de la revue et/ou la soutenir financièrement un bulletin à remplir est disponible en page 51.

Diffusion :

Si vous pensez que cette revue est utile au débat, il vous est possible d'en commander plusieurs exemplaires (en plus de votre abonnement) pour la diffuser autour de vous.

Internet :

Que faire ? a un site web où vous pouvez consulter et télécharger :

- L'ensemble des articles publiés dans les numéros de l'ancienne formule.
- De nombreux autres textes annexes sur le marxisme, l'anti-impérialisme, les expériences révolutionnaires, etc.

www.quefaire.lautre.net

